



# Budget Economique Exploratoire 2015

---

**JUIN 2014**

## Sommaire

<b>Préambule</b> .....	<b>3</b>
<b>Synthèse</b> .....	<b>4</b>
<b>1. L'environnement international</b> .....	<b>6</b>
1.1. Croissance économique mondiale selon les grandes zones.....	6
1.2. L'évolution des prix des matières premières.....	9
<b>2. La situation économique nationale en 2014</b> .....	<b>10</b>
2.1 La croissance sectorielle.....	10
2.2 L'évolution des composantes de la demande.....	16
2.3 Le financement de l'économie.....	20
<b>3. Les perspectives de l'économie nationale en 2015</b> .....	<b>24</b>
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions .....	24
3.2. La croissance sectorielle en 2015 .....	25
3.2.1. Les secteurs non agricoles .....	26
3.2.2. Le secteur primaire .....	30
3.3. L'évolution de la demande en 2015.....	31
3.3.1. La demande intérieure .....	31
3.3.2. Les échanges extérieurs .....	33
3.4.1. Les finances publiques en 2015.....	35
3.4.2. La masse monétaire en 2015.....	36
<b>4. Conclusions</b> .....	<b>38</b>
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b> .....	<b>39</b>



## **PREAMBULE**

*Le Haut-commissariat au Plan a élaboré, comme chaque année à la veille de la préparation de la loi de finances, le budget économique exploratoire qui présente une révision de la croissance économique nationale en 2014, ainsi que ses perspectives pour l'année 2015. Il tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l'année 2013 et se réfère aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le premier semestre de l'année 2014. Il intègre, également, l'impact de l'évolution de l'économie mondiale sur l'activité économique nationale en 2014 et 2015.*

*Les prévisions pour l'année 2015 sont basées sur un ensemble d'hypothèses, notamment, la réalisation d'une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2014/2015. Il prend comme hypothèse aussi la reconduction, durant l'année 2015, de la politique budgétaire de l'Etat, en matière de fiscalité, des dépenses d'investissement et de fonctionnement, et des mesures de décompensation progressive des prix des produits énergétiques.*

*Il est entendu que ces prévisions sont appelées à être modifiées dans le cadre du budget économique prévisionnel 2015, après l'élaboration de la loi de finances 2015 et son adoption par le parlement pour prendre en considération les différents changements susceptibles d'affecter les politiques économiques durant l'année prochaine.*



## SYNTHESE

*Les perspectives économiques établies par les institutions internationales durant le premier semestre 2014 montrent que l'économie mondiale devrait continuer de progresser, dans un contexte de baisse des prix des matières premières et d'apaisement des tensions inflationnistes. C'est ainsi que la croissance économique mondiale devrait passer de 3% en 2013 à 3,6% en 2014 et à 3,9% en 2015 sous l'effet de la consolidation de la reprise des économies avancées et de l'amélioration de la croissance des économies émergentes<sup>1</sup>.*

*L'économie nationale serait marquée en 2014 par le recul de la valeur ajoutée agricole et la légère reprise de celle des activités non agricoles, soutenue par la consolidation de la demande intérieure et par l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc.*

*L'activité agricole a dû subir des conditions climatiques peu favorables durant la campagne 2013/2014. La production des principales cultures céréalières est estimée à 67 millions de quintaux, en baisse de 28% par rapport à celle de 2012/2013. L'impact de cette baisse aurait été, toutefois, atténué par la progression soutenue de la production des autres cultures, notamment l'arboriculture et les cultures maraichères. La campagne aurait, par ailleurs, bénéficié de l'amélioration de l'activité de l'élevage.*


*Dans ces conditions, le secteur primaire, avec un léger recul des activités de la pêche, devrait enregistrer une baisse de sa valeur ajoutée de 2,3% en 2014 après une forte croissance de 18,7% en 2013.*

*Les activités du secteur secondaire seraient marquées, de leur côté, par une reprise dans le secteur minier et par une consolidation de la croissance des industries manufacturières, notamment celles de l'agroalimentaire, de l'automobile et de l'aéronautique. Leur valeur ajoutée devrait s'accroître de 2,3%, au lieu de la faible progression de 0,3% enregistrée en 2013.*

*Au niveau du secteur tertiaire, les activités des services marchands devraient continuer leur amélioration, en liaison, notamment, avec la consolidation des*

---

<sup>1</sup> Perspectives économiques publiées par le Fond Monétaire International au mois d'avril 2014.



*performances des activités touristiques, l'accroissement des activités de télécommunications et le raffermissement des services rendus aux entreprises. Les services fournis par les administrations publiques devraient dégager, quant à eux, une valeur ajoutée en amélioration modérée. Ainsi, la valeur ajoutée des activités tertiaires devrait s'accroître, globalement, de 3,6% au lieu de 2,7% enregistré en 2013.*

*La croissance économique nationale devrait, ainsi, atteindre 2,5% en 2014 au lieu de 4,4% en 2013, créant un volume net d'emploi, avec lequel le niveau de chômage national, ne devrait pas s'éloigner des 10% enregistrés au premier trimestre.*

*La croissance économique nationale continuerait d'être soutenue par la demande intérieure en 2014 avec, cependant, une contribution moins élevée qu'en 2013. Quant à la demande extérieure nette, sa contribution à la croissance du PIB deviendrait négative en 2014, et ce en dépit de l'amélioration anticipée de la demande mondiale adressée au Maroc.*

*Sur la base d'une reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2014 et une campagne agricole moyenne 2014/2015, et sur la base des perspectives économiques nationales pour 2015 tiennent compte de l'impact des perspectives d'évolution de l'économie internationale, l'économie nationale devrait connaître en 2015 une croissance de 3,7%.*

*Cette croissance serait tirée par une légère amélioration des activités agricoles et la poursuite de la reprise des activités non agricoles, soutenues par la consolidation de la demande intérieure. Le secteur primaire devrait ainsi dégager une valeur ajoutée, en hausse de 2,4% au lieu d'une baisse de 2,3% en 2014. La valeur ajoutée du secteur secondaire devraient s'accroître de 2,6% au lieu de 2,3% en 2014 et celle du secteur tertiaire de 4,3% au lieu de 3,6%.*

*Au plan de la demande, la croissance économique en 2015 devrait continuer d'être tirée en 2015 par la demande intérieure. Le potentiel de croissance que représente la demande extérieure tarderait encore à être valorisé par l'économie nationale.*

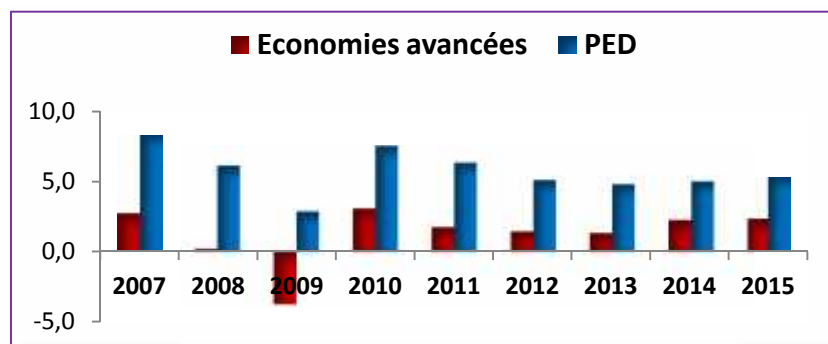


## 1. L'environnement international

L'activité économique mondiale devrait continuer de progresser en 2014 et 2015 sous l'effet de la reprise consolidée des économies avancées et de l'amélioration de la croissance des économies émergentes. La croissance mondiale devrait, ainsi, passer de 3% en 2013 à 3,6% en 2014 et à 3,9% en 2015, selon les perspectives économiques publiés par le Fond Monétaire International au mois d'avril de l'année en cours.

Dans les pays avancés, la croissance économique devrait se redresser passant de 1,3% en 2013 à 2,2% en 2014 et à 2,3% en 2015. De leur côté, les pays émergents devraient profiter de la reprise des économies avancées pour enregistrer une croissance de 5,3% en 2015 au lieu de 4,9% en 2014.

**Graphe n°1 : Evolution de la croissance dans les pays avancés et les PED (en%)**



Source : FMI

### 1.1. Croissance économique mondiale selon les grandes zones

#### ➤ Les Etats-Unis d'Amérique

L'économie américaine devrait accélérer son rythme et réaliser la croissance la plus rapide des pays avancés, de l'ordre de 2,8% en 2014 et 3% en 2015 au lieu de 1,9% en 2013. Cette évolution serait portée essentiellement par la fermeté de la demande intérieure et par la croissance soutenue des exportations. La demande intérieure devrait être tirée aussi bien par la consolidation de la demande privée que par la relance de la demande publique en raison d'un relâchement du frein budgétaire à court terme.



En effet, l'économie américaine devrait bénéficier du redressement du secteur de l'immobilier et de l'augmentation du patrimoine des ménages ainsi que de l'assouplissement des normes d'octroi de prêts bancaires. Aussi, une solide évolution de l'emploi devrait se poursuivre et le taux de chômage devrait tomber au-dessous de 6% d'ici la fin de 2015.

### ➤ Le Japon

Au Japon, la croissance devrait se renforcer, tirée par l'investissement privé et par les exportations en relation avec l'accélération de la croissance dans les pays partenaires et la dépréciation considérable du yen. Néanmoins, le durcissement de la politique budgétaire au cours des années 2014 et 2015, pourrait entraîner un ralentissement de la croissance qui avoisinerait 1,4% en 2014 et 1% en 2015. Ce durcissement résulte d'un relèvement du taux de la taxe sur la consommation et de l'adoption des premières mesures de relance du programme Abenomics<sup>2</sup>.

### ➤ La zone Euro

Dans la zone Euro, la croissance économique resterait modérée avec un taux de 1,2% en 2014 avant de s'accélérer à partir de 2015 avec 1,5%, et ce grâce à une reprise de la demande intérieure qui s'est enfin stabilisée pour s'orienter à la hausse et à l'amélioration des exportations nettes.

En effet, la demande intérieure devrait profiter de l'amélioration de la confiance et de l'orientation très accommodante de la politique monétaire. Elle devrait également bénéficier de l'orientation moins restrictive des politiques budgétaires et de la baisse des cours du pétrole. Pour sa part, la demande extérieure devrait bénéficier de la reprise mondiale et de l'amélioration de la compétitivité. Toutefois, cette reprise inégale entre les pays de la zone, pourrait être limitée par la persistance de la déflation et la difficulté de la consolidation du pacte budgétaire en Europe. Elle pourrait être, également, freinée par l'ampleur de la dette et du chômage et par la faiblesse de l'investissement.

---

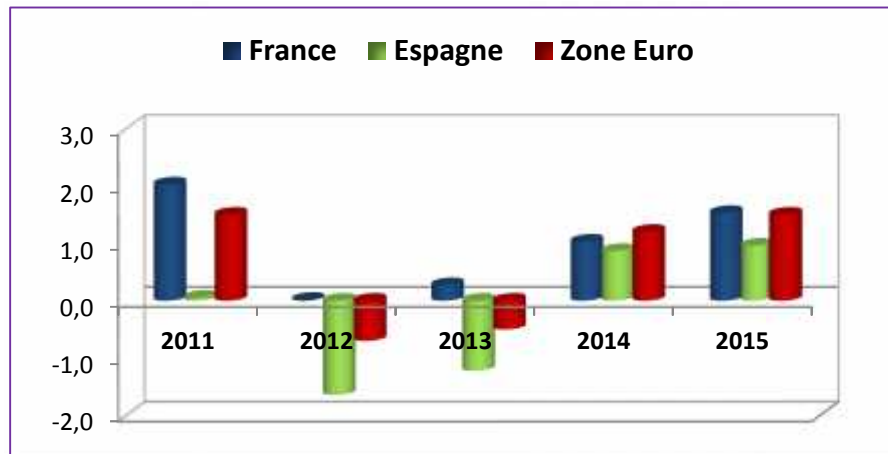
<sup>2</sup> La stratégie économique de Shinzo Abe surnommé « Abenomics » repose sur la mise en œuvre conjointe et coordonnée des trois politiques 1) une politique budgétaire expansive 2) une politique monétaire destinée à sortir le Japon de la déflation. 3) des réformes structurelles destinées à élever la croissance japonaise à long terme.



**En France**, la croissance économique resterait modeste avec 1% en 2014 et 1,5% en 2015. Cette situation serait le résultat de plusieurs facteurs dont notamment le déficit de compétitivité et la fragilité financière des entreprises françaises et à un ajustement budgétaire plus tardif par rapport aux autres pays de la zone.

**En Espagne**, la reprise devrait se raffermir progressivement, passant de -1,2% en 2013 à 0,9% en 2014 et à 1% en 2015. Cette croissance serait tirée principalement par les exportations, et par la consommation privée qui devrait se redresser suite à la légère amélioration du marché du travail et un regain de confiance.

**Graphique n°2 : Evolution de la croissance chez les principaux partenaires du Maroc (en%)**



Source :FMI

### ➤ Les économies émergentes et en développement :

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait être tirée principalement par l'amélioration de la demande extérieure profitant de la reprise consolidée des économies avancées. La croissance économique serait ainsi de 5,3% en 2015 au lieu de 4,9% en 2014.

Les pays émergents d'Asie continueraient d'enregistrer le niveau de croissance le plus élevé du monde, soit 6,7% en 2014 et 6,8% en 2015. La Chine resterait le moteur principal de la croissance mondiale avec un taux avoisinant 7,5% en 2014 et 7,3% en 2015.

De même, la croissance resterait vigoureuse en Afrique subsaharienne et

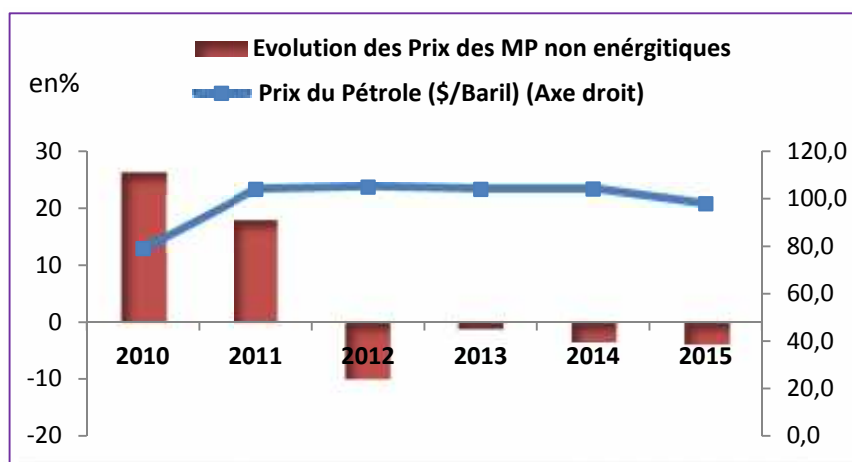


devrait enregistrer un taux de croissance de 5,5% en 2015. Après l'Asie, cette région est restée la plus dynamique du monde pendant la crise, avec une croissance moyenne de près de 5% par an. Cependant, les conditions sont plus difficiles dans les pays arabes en transition, où la croissance resterait freinée par la situation sociale et par un contexte politique difficile.

## 1.2.L'évolution des prix des matières premières

Le commerce international, devrait s'accroître de 4,3% en 2014 et de 5,3% en 2015. Cette légère hausse n'aurait pas d'effet sur les prix des matières premières qui continueraient leur tendance à la baisse. Ainsi, le cours moyen du pétrole brut passerait de 104,17 \$/baril en 2014 à 97,92 en 2015, et le prix moyen des matières premières non énergétiques enregistrerait, également, une nouvelle baisse de 3,9% après 3,5% en 2014 et 1,2 en 2013.

Graphique n°3 : Evolution des prix des matières premières énergétiques et non énergétiques



Source :FMI

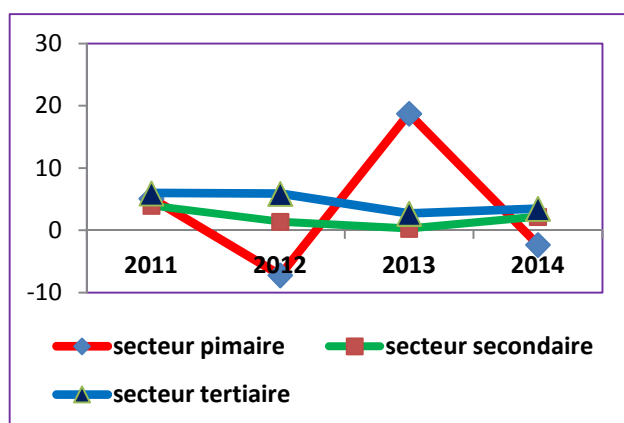
Ce recul des prix des matières premières, devrait apaiser les tensions inflationnistes, dont le taux passerait de 5,5% en 2014 à 5,2% en 2015 dans les pays émergents et en développement et de 1,5% à 1,6% respectivement dans les pays avancés. De son côté, la parité de la monnaie européenne, l'euro, par rapport au dollar devrait passer de 1,33 en 2013 à 1,36 en 2014 et 2015.

## 2. LA SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2014

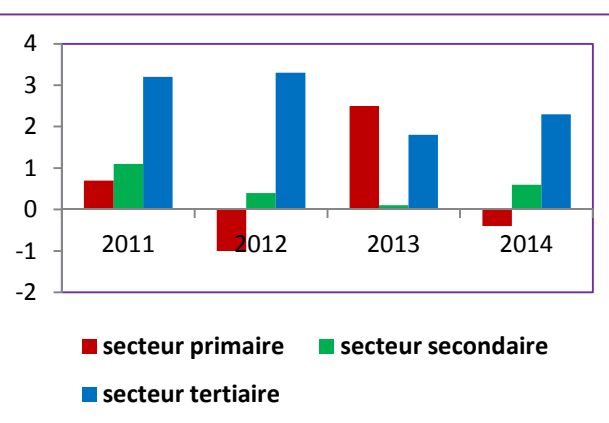
### 2.1 La croissance sectorielle

L'économie nationale serait tirée en 2014 par une légère reprise des activités non agricoles soutenue par la consolidation de la demande intérieure et par l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc. Ainsi, la croissance de l'économie nationale serait maintenue à 2,5% en 2014 par rapport à nos prévisions de janvier 2014 au lieu de 4,4% en 2013. Le secteur primaire afficherait une baisse de sa valeur ajoutée de 2,3% après une progression remarquable de 18,7% en 2013, alors que les activités non agricoles devraient enregistrer une modeste reprise passant de 1,8% en 2013 à 3,1% en 2014.

Graphe n°4: Evolution de la croissance économique par secteur d'activité (en%)



Graphe n°5: Evolution de la contribution à la croissance par secteur d'activité (en%)




Source : HCP

#### 2.1.1. Les secteurs non agricoles

##### 2.1.1.1. L'évolution des activités du secteur secondaire

Les activités du **secteur secondaire** devraient s'accroître dans l'ensemble de 2,3%, après une hausse très modérée de 0,3% enregistrée en 2013. Ce regain



de croissance reposerait sur trois éléments : une reprise attendue dans le secteur minier, un regain de croissance de l'ensemble des industries de transformation et un retour à la croissance des activités du bâtiment et des travaux publics.


**Le secteur des mines**, devrait connaître une reprise en 2014, après sa tendance baissière entamée depuis 2012. Cette amélioration, sous tendue par le redressement de la production de phosphate brut, serait portée particulièrement par un renforcement de la demande des industries locales de transformation et par la consolidation de la demande extérieure. Néanmoins, les exportations des phosphates et dérivés resteraient en 2014 en régression, suite à la tendance baissière des cours mondiaux de phosphates qui ne semble pas s'inverser et à la forte concurrence internationale.

De même, la production des minerais métalliques, notamment le plomb, le fer et l'argent, devraient relativement se consolider, ce qui permettrait au secteur minier de dégager une valeur ajoutée en accroissement de 4,2% en 2014.

De son côté, **le secteur de l'énergie** s'accroîtrait à un rythme soutenu, en liaison avec l'amélioration de la demande des industriels et les nouveaux usages de la classe moyenne. Le secteur devrait bénéficier aussi, de la consolidation de la production électrique, notamment celle relative aux énergies renouvelables. En effet, depuis l'adoption de la stratégie énergétique en 2009, la structure de la production de l'électricité au Maroc se métamorphose en se caractérisant par la montée progressive de l'électricité issue des sources renouvelables qui occupent de plus en plus des parts en accroissement dans la production électrique avec notamment une contribution importante de l'éolien dans ces énergies.

Les **activités de raffinage**, de leur côté, poursuivraient leur redressement en 2014, favorisées particulièrement par une hausse soutenue des quantités importées de pétrole brut, intervenue dans un contexte marqué par la poursuite du reflux des cours internationaux des matières premières.

Le secteur du **Bâtiment et travaux publics (BTP)** devrait connaître une légère reprise en 2014 après une période de récession entamée depuis 2012. Le secteur devrait profiter d'une politique gouvernementale incitative en matière d'habitat par l'encouragement à la production de programmes immobiliers sociaux et moyen standing défiscalisés, afin de répondre au déficit en logement estimé à 642 000 unités fin 2013. Dans ce cadre, 736 conventions relatives à plus de 1,2 millions de logements dont 350 745 sont en cours de



construction, ont été mises en œuvre au terme du premiers mois de l'année 2014. Dans ces conditions, le secteur du bâtiment et travaux publics, devrait enregistrer un rythme d'accroissement de 2,3% en 2014, contre 1,4% un an auparavant.

Les **industries de transformation**, profitant d'une amélioration de la conjoncture internationale, devraient poursuivre leur redressement amorcé à fin 2013, affichant une croissance de 2,1% cette année contre 0,8% un an auparavant. Ce résultat serait attribuable notamment au dynamisme des industries agroalimentaires, chimiques et para-chimiques et de l'industrie de l'automobile et de l'aéronautique.

**L'industrie chimique et para-chimique** devrait profiter du repositionnement stratégique du groupe OCP sur les dérivés de phosphate et, en particulier, les engrais et de la poursuite du dynamisme de l'industrie pharmaceutique, principale composante de cette branche pour dégager une valeur ajoutée en progression de 4,9% en 2014 contre 3,7% en 2013 et 0,7% en 2012.

De son côté, **l'Industrie mécanique, métallurgique et électrique** afficherait une bonne résilience, après des pertes de vitesse dues essentiellement au surenchérissement des coûts de la matière première et du fort impact de la demande de certains marchés structurants, notamment celui du BTP.

**Le secteur du textile et cuir** devrait, quant à lui, enregistrer une croissance en légère amélioration par rapport à 2013 impulsée particulièrement par la demande extérieure. Néanmoins, le secteur continuerait de souffrir de manque de compétitivité face à une forte concurrence de certains pays asiatiques sachant que le Maroc est le cinquième fournisseur de textile et d'habillement pour l'Union Européenne après la chine, le Bangladesh, la Turquie et l'inde. Actuellement, la redynamisation du secteur du textile constitue sans doute l'une des décisions les plus urgentes, la raison pour laquelle un nouveau contrat-programme pour le secteur, a été signé à l'horizon 2025.

**L'industrie agroalimentaire**, constituant une branche importante dans le total des industries de transformation, commencerait à perdre de son élan en dépit de son évolution positive, affichant une croissance au-dessous du seuil réalisé les années précédentes. A fin mai, le secteur aurait affiché une légère hausse de 1,5% des exportations des produits alimentaires, alors que sa valeur ajoutée devrait croître d'environ 2% au cours de l'année 2014.



### 2.1.1.2. L'évolution des activités du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire s'accroîtrait, globalement de 3,6% au lieu de 2,7% enregistré en 2013. Les activités des services marchands devraient continuer leur amélioration, en liaison, notamment, avec la consolidation des performances des activités touristiques, l'accroissement des activités des télécommunications et le raffermissement des services rendus aux entreprises. Les services fournis par les administrations publiques devraient, quant à eux dégager une valeur ajoutée en amélioration modérée de 2,1%.

Ainsi, le **secteur touristique**, après avoir franchi le seuil de 10 millions de touristes pour la première fois en 2013, devrait maintenir sa cadence de croissance en 2014, comme en témoigne la bonne tenue de ses indicateurs à fin mai de l'année en cours. Le volume des arrivées touristiques aux postes frontières, a enregistré une progression de 9% par rapport à la même période de l'année 2013. Cette performance a été alimentée à la fois par la poursuite de la croissance du nombre des arrivées des touristes étrangers (+11%) et par la progression des arrivées des marocains résidents à l'étranger (5%). Les recettes générées par l'activité touristique des non-résidents, ont atteint 21,7 milliards de dirhams, soit une hausse de 3,2% par rapport à fin mai 2013.

Pour leur part, **les activités du secteur de transport** devraient poursuivre leur croissance. S'agissant du transport portuaire, l'Agence Nationale des Ports devrait continuer de développer son offre portuaire nationale dans le cadre de sa stratégie de développement du secteur portuaire étalée sur la période 2014-2018.

Le secteur aéroportuaire, de son côté, devrait connaître une poursuite de réalisation du programme de développement et de la mise à niveau des infrastructures aéroportuaires. Dans ce cadre, le nouvel aéroport de Beni Mellal inauguré en mois de mai 2014, avec une capacité de 150.000 passagers par an, permettrait de développer le trafic international.

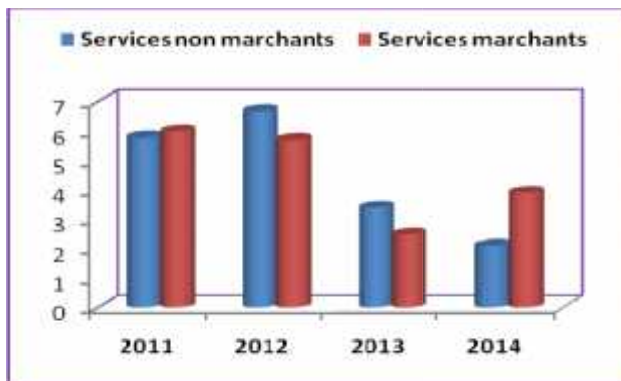
De même, l'Office national des chemins de fer (ONCF) devrait continuer d'améliorer sa contribution à la croissance du secteur du transport à travers la mise en œuvre des actions programmées dans le cadre du projet d'investissement 2010-2015, telles que la réhabilitation des gares ferroviaires, le renouvellement du matériel roulant et l'aménagement des plateformes logistiques ferroviaires.



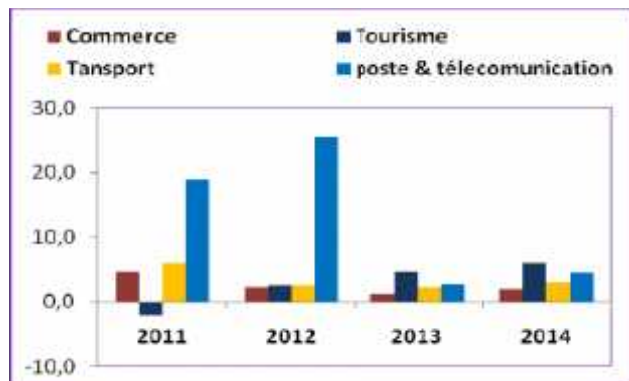
De leur côté, les activités du **secteur des télécommunications** continuent de se raffermir en 2014, favorisées, notamment, par la poursuite de la tendance baissière accrue des prix de la communication au cours des dernières années. Mesuré par le revenu moyen par minute, les prix des communications mobiles ont enregistré à fin mars 2014 une baisse annuelle significative de 33%. Aussi le segment internet a enregistré une baisse de 24% sur la facture moyenne mensuelle par client internet.

Au plan des **services non marchands** (services fournis par les administrations publiques), ceux-ci devraient enregistrer une baisse de leur rythme de croissance passant de 3,4% en 2013 à 2,1% en 2014. En effet les dépenses salariales de la fonction publique atteignent des proportions inquiétantes (de 11,5% du PIB en 2014). L'Etat a pris l'engagement de ramener ce ratios à 10%, en mettant en place un plan anticrise qui prévoit de limiter le recrutement au « minimum nécessaire».

**Graphe n°6 : Croissance de la valeur ajoutée des services marchants et non marchants (en%)**



**Graphe n°7 : Croissance de la valeur ajoutée des principaux services marchants (en %)**



Source : HCP

### 2.1.2. Le secteur primaire

Le secteur primaire (céréaliculture, autres cultures, élevage, Forêts et pêche) devrait enregistrer une baisse de sa valeur ajoutée estimée à 2,3% en 2014 par rapport à 2013, ramenant ainsi sa contribution à la croissance économique nationale de +2,5 points en 2013 à -0,4 en 2014.

Cette évolution est induite essentiellement par le recul de la production des cultures céréalières qui ont été impactées par les conditions climatiques sèches au début de la campagne agricole 2013/2014. Toutefois, les importantes précipitations qu'a connues le Royaume au cours de l'année 2014, ont permis de réduire le déficit pluviométrique enregistré au début de la campagne

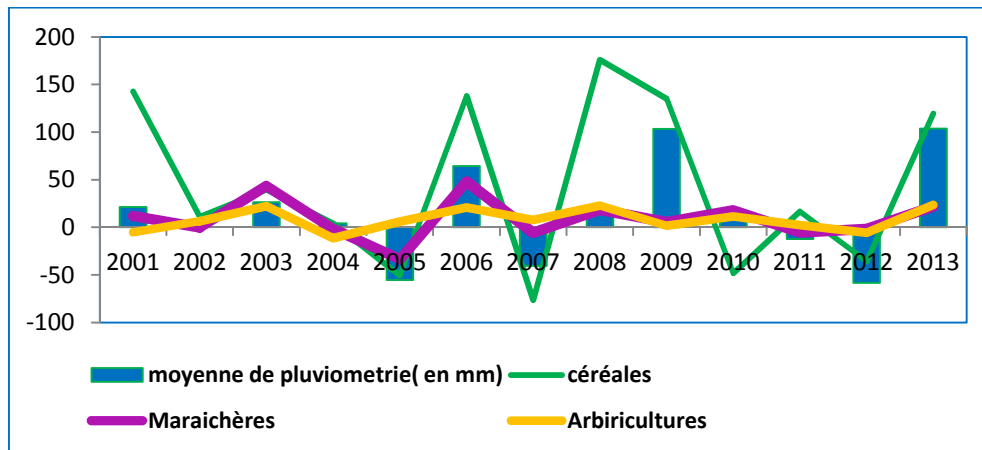


agricole induisant une amélioration significative des réserves hydriques. Ainsi, les barrages à usage agricole ont totalisé près de 9,6 milliards de mètres cubes à fin avril 2014, donnant lieu à un taux de remplissage de 70% contre 90% relatif à la campagne précédente à la même date.

Ainsi, la campagne agricole 2013/2014 s'est soldée par une production céréalière de 67,3 millions de quintaux constitué à hauteur de 37 MQx de blé tendre, de 14,5 MQx de blé dure et de 15,5 MQx d'orge.

S'agissant des autres filières agricoles, **les cultures fruitières et maraîchères** devraient bénéficier significativement à la croissance de la valeur ajoutée agricole en raison de la bonne tenue de ces activités, tirant profit de l'importance des réserves hydriques enregistrées en 2014.

**Graphe n°8 : Evolution des principales cultures en relation avec la pluviométrie.**



Source de données : Ministère de l'Agriculture

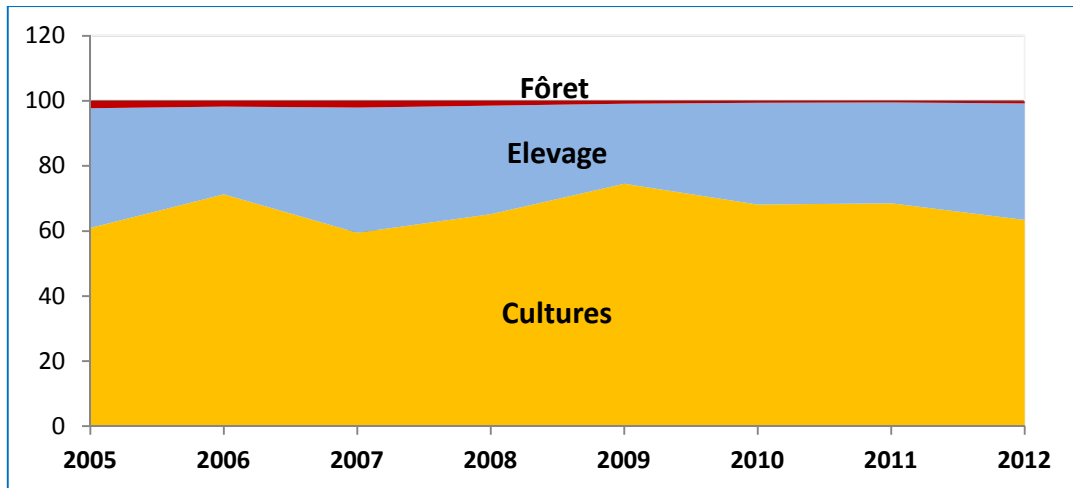
Par ailleurs, les échanges extérieurs du secteur agricole ont été directement impactés par les résultats de la campagne agricole. Les importations de blé ont augmenté afin de combler le besoin national. Ainsi, la valeur du blé importé a enregistré une hausse de 35,7% à fin mai 2014 en comparaison avec la même période en 2013, tandis que la valeur des exportations des agrumes et des primeurs a réalisé une hausse remarquable de 12,3% par rapport mai 2013.

A coté de la performance des cultures fruitières et maraichères, la campagne agricole devrait tirer profit de la bonne tenue des activités de **l'élevage**. La production animale devrait maintenir en 2014 sa performance soutenue par le surplus du stock fourrager de la campagne précédente et par le bon état du couver végétal de l'actuel campagne agricole.



Il est à signaler que le secteur de l'élevage participe en moyenne à hauteur de 32% dans la valeur ajoutée agricole. C'est un secteur qui a bénéficié d'une panoplie de mesures incitatives octroyées par l'Etat et notamment avec la mise en place du Plan Maroc Vert qui visait une restructuration profonde du secteur.

**Graphe n°9 : Evolution des composantes de la valeur ajoutée agricole**



Source de données : Ministère de l'Agriculture

Le secteur de **la pêche**, quant à lui, continuerait d'évoluer à l'instar des dernières années, à un rythme en dessous de ses potentialités. En témoigne le volume des débarquements de la pêche côtière et artisanale qui a enregistré une légère hausse de 3% en glissement annuelle à fin avril 2014.

Ce modeste niveau des débarquements s'est traduit par un recul de la valeur des débarquements globaux de 8% courant la même période, pour se situer à 1,6 milliard de dirhams. De même la valeur des exportations des produits de la mer s'est établie à 1434 millions de dh soit une baisse de 0,8% par rapport à la même date en 2013.

## **2.2 L'évolution des composantes de la demande**

La croissance économique nationale continuerait d'être soutenue par la demande intérieure en 2014. Quant à la demande extérieure nette, sa contribution à la croissance du PIB serait négative en 2014, et ce en dépit de





l'amélioration anticipée de la demande mondiale adressée au Maroc.

### 2.2.1. La demande intérieure

La consommation des ménages, devrait réaliser une croissance en volume de 2,7% au lieu de 3,7% enregistrée en 2013, contribuant pour 1,6 point à la croissance du PIB au lieu de 2,2 en 2013. En revanche, la consommation des administrations publiques devrait enregistrer une hausse de son rythme de croissance de 4,6% au lieu de 3,7% en 2013, avec une contribution à la croissance estimée à 0,9 point au lieu de 0,7 point en 2013.

La consommation finale nationale devrait ainsi connaître une croissance en ralentissement passant à 3,2% au lieu de 3,7% en 2013. Sa contribution à la croissance serait ainsi de 2,5 points au lieu de 2,9 points en 2013.

La formation brute du capital fixe (FBCF), pour sa part, devrait profiter de l'augmentation des investissements programmés dans le secteur public pour l'année 2014 et de la légère amélioration espérée des crédits à l'économie, pour plus de soutien aux initiatives privées d'investissement. Elle devrait ainsi s'accroître de 1,9% au lieu de 0,2% en 2013 et sa contribution à la croissance serait de 0,6 point au lieu de 0,1 point en 2013. En prenant en considération l'évolution de la variation des stocks, l'investissement brut devrait enregistrer une hausse de 4,8% en volume et sa contribution à la croissance serait d'environ 1,7 point au lieu de -0,1 points en 2013.

Au total, la demande intérieure, devrait s'accroître ainsi de 3,6% en volume, au lieu de 2,4% en 2013 et sa contribution à la croissance serait de 4,1 points, au lieu de 2,8 points en 2013. Cette évolution devrait réduire les pressions sur les prix intérieurs. L'évolution de l'indice des prix à la consommation publié par le HCP pour les cinq premiers mois de 2014 dégage une faible hausse des prix des produits alimentaires et non alimentaires. Ceci serait à l'origine de l'atténuation de l'effet de la hausse des prix des produits énergétiques induite par les mesures de réduction des dépenses budgétaires affectées à ces derniers. La hausse du niveau général des prix, mesurée par l'indice implicite du PIB, devrait se situer à 1,1% pour l'ensemble de l'année 2014, sensiblement au même niveau qu'en 2013.



## 2.2.2. Les Échanges extérieurs 2014

### ➤ Echanges extérieurs des biens : Les exportations

L'année 2014 devrait connaître un léger allègement au niveau des déficits des échanges extérieurs par rapport à l'année 2013. Cette évolution résulte d'un rythme d'accroissement des exportations qui dépasserait celui des importations en terme nominal. Ainsi, le taux d'ouverture, exprimé par le rapport entre la valeur des échanges extérieurs et le PIB devrait atteindre 62,1% au lieu de 61,9% en 2013. Parallèlement, l'effort d'exportation, mesuré par le rapport entre les exportations et le PIB devrait s'améliorer pour s'établir à 21,6% en 2014 au lieu de 21,2% en 2013.

Le caractère structurel de la composition de l'offre exportable nationale devrait connaître en 2014 une évolution remarquable des nouveaux métiers mondiaux du Maroc, notamment l'automobile et l'aéronautique. Face à la poursuite de la baisse des exportations des phosphates et le ralentissement du rythme d'accroissement des produits alimentaires, les nouveaux secteurs pourraient développer à moyen terme une offre industrielle exportable alternative pour la création de nouveaux marchés à l'export.

Ainsi, les exportations des biens devraient profiter de la poursuite de la consolidation des biens d'équipement et de la reprise des biens de consommation, comme en témoigne les bonnes performances des secteurs de l'aéronautique et de l'automobile enregistrées durant les cinq premiers mois de cette année. En effet, les expéditions des industries automobiles, ont marqué durant cette période une forte progression de 37,2%, en lien avec l'accroissement des ventes de l'activité de construction de 90,3% et d'une amélioration des activités de câblage de 9,7%. De même, les exportations des activités de l'aéronautique et de l'électronique ont augmenté respectivement de 14,1% et 25,2%. Aussi, les exportations du secteur du textile et cuir, se sont accrues de 4,2% durant cette période de l'année 2014, en relation avec la hausse des ventes de vêtements confectionnés et la progression des expéditions de chaussures de 7,1%.

En revanche, les exportations des phosphates, devraient connaître en 2014 une baisse de 7,5%, après un recul de 21% en 2013. Les ventes des produits alimentaires devraient, de leur part, afficher aussi un ralentissement pour s'accroître seulement de 4%, après une hausse de 11,3% en 2013. Ce résultat pourrait s'expliquer par l'effet de la baisse prévue des ventes de

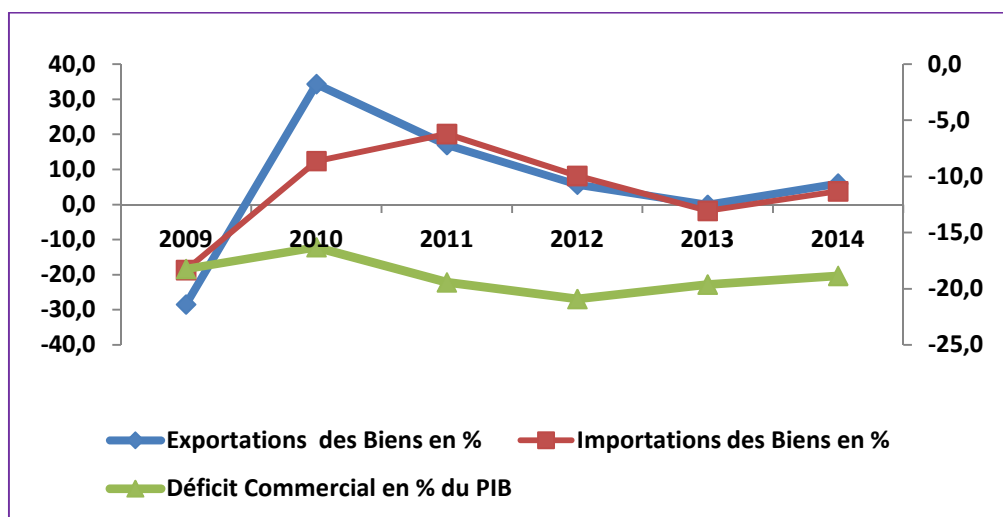
l'industrie alimentaire et la hausse de celles des exportations des agrumes et primeurs.

### ➤ Echanges extérieurs des biens : Les importations

Concernant l'évolution des importations, elle serait tributaire en 2014, de l'augmentation des besoins de l'économie en matière de produits alimentaires, énergétiques et de produits finis de consommation. Les importations des produits alimentaires se seraient en hausse de 14% en 2014, attribuable principalement à l'augmentation des importations du blé qui ont affiché une progression de 35,7% durant les cinq premiers mois de l'année 2014.


De même, les importations des produits énergétiques devraient afficher une hausse de 6%, en liaison avec l'augmentation des achats de l'huile brute de pétrole et celles du gaz de pétrole et autres hydrocarbures. Par ailleurs, les achats des produits finis de consommation seraient en hausse de 8%, attribuable principalement à la progression des achats de voitures de tourisme et celles du tissu et fils de fibres synthétiques.

**Graphe n°10 : Evolution de la valeur des Exportations et des Importations des Biens et de la part du déficit commercial dans le PIB**



Source de données : Office des Changes

Globalement, les exportations de biens et services devraient progresser ainsi de 4,4% en volume au lieu de 2,4% en 2013. Parallèlement, les importations augmenteraient de 6,6% au lieu d'une baisse de 1,5% en 2013. Dans ces conditions, les échanges extérieurs nets devraient enregistrer une contribution négative à la croissance estimée à 1,6 point au lieu d'une



contribution positive de 1,6 point en 2013.

### ➤ La Balance des paiements

S'agissant des transactions courantes, le déficit commercial devrait connaître un allègement durant l'année 2014 pour atteindre 18,8% en pourcentage du PIB. En tenant compte des services non facteurs, le déficit en ressources continueraient de dégager un niveau élevé et qui serait toutefois en allègement par rapport à 2013 pour s'établir à 13,6% contre 14,3% en 2013. En effet, les recettes de voyages enregistreraient une hausse de 4% après des baisses de 0,4% et 1,8% respectivement en 2013 et 2012.

En prenant en compte l'évolution prévue des revenus des facteurs et des transferts courants, le solde courant de la balance des paiements connaîtrait un allègement pour atteindre 7,1% au lieu de 7,6% en 2013.

Concernant les opérations financières, les recettes des investissements directs étrangers devraient clôturer l'année 2014 sur une baisse de 10%. Ceci se serait traduit par une baisse des flux des IDE qui ont poursuivi le recul entamé depuis le début de l'année, engendrant ainsi une chute à fin mai de 18%, sous l'effet des baisses des recettes et des dépenses des investissements directs étrangers respectivement de 42,3% et 76% durant la dite période.

## 2.3 Le financement de l'économie

Avec une progression, aux prix courants de 4,9% de la consommation finale nationale et de 3,6% du produit intérieur brut, l'épargne intérieure devrait continuer de baisser, passant de 20,9% du PIB en 2013 à 20% en 2014.

Compte tenu de l'importance des revenus nets en provenance du reste du monde, constitués en grande partie des transferts des marocains résidant à l'étranger et des transferts publics, en particulier ceux reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), et qui devraient représenter 5,8% du PIB en 2014, l'épargne nationale passerait de 26,6% du PIB en 2013 à 25,7%. Ainsi, avec un investissement brut qui devrait représenter 32,8% du PIB en



2014, le besoin de financement de l'économie devrait s'alléger pour se situer à 7,1% du PIB au lieu de 7,6% en 2013.


### **2.3.1. Les Finances publiques en 2014**

Les finances publiques devraient clôturer l'année 2014 sur un déficit budgétaire en léger allègement par rapport aux deux dernières années. Ainsi, après une période de consolidation budgétaire, où le solde a affiché des excédents en 2007 et 2008, la situation des finances publiques a affiché durant les années 2011 et 2012, une accentuation des déficits budgétaires qui ont atteint respectivement 6% du PIB et 7%. Cette situation est due d'une part au recul des recettes fiscales, en lien avec les effets d'une conjoncture internationale défavorable et d'autre part aux pressions de l'alourdissement de la charge de la compensation et de celle de la masse salariale.

Face à cette situation et pour limiter la dégradation du déficit budgétaire, les pouvoirs publics ont révisé la politique budgétaire, en mettant en place un plan de rééquilibrage des finances publiques à court et à moyen termes. La loi des finances pour 2014 prévoyait des ajustements et des réformes au niveau de la base imposable et de la maîtrise de certaines dépenses.

Ainsi, les recettes en 2014 devrait bénéficier de l'application de plusieurs mesures, notamment l'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration des ressources, à travers notamment la réforme de la TVA, de l'impôt sur le revenu, des mesures relatives aux douanes, ainsi que celles relatives aux impôts sur les sociétés qui concernent l'imposition progressive des sociétés agricoles. Dans ce cadre, l'évolution des recettes globales serait due essentiellement au bon comportement prévue des recettes fiscales qui afficheraient en 2014 une hausse pour atteindre 19,5% en pourcentage du PIB au lieu de 18% en 2013.

Concernant les dépenses publiques, l'année 2014 se serait caractérisée par la maîtrise de certaines dépenses, notamment celles relatives à la subvention des prix, à l'investissement public et aux charges de la dette du trésor. Il est à signaler que les dispositions prises par l'Etat à la fin de l'année 2013 et au début de l'année 2014, se seront adossées par d'autres mesures



d'accompagnement, en particulier le lancement du chantier de la réforme en cours de la loi organique.

Dans ce cadre, la réforme du système de la compensation qui constitue la disposition la plus urgente de l'Etat, permettrait de contenir ces dépenses à fin 2014 aux environs de 33 milliards de dirhams au lieu de 41,6 milliards de dirhams en 2013, en affichant un nouveau recul de 16% au lieu d'une baisse de 24% un an auparavant.

Ainsi, les dépenses ordinaires représenteraient près de 23,7% du PIB en 2014 au lieu de 23,9% en 2013. Les dépenses de compensation baisseraient à près de 3,6% du PIB en 2014 contre 4,8% du PIB en 2013 en raison principalement de la décompensation totale du super et du fuel industriel et de la décompensation progressive du gasoil.

Les dépenses courantes de la dette publique et de fonctionnement seraient respectivement de 2,6% et 17,4% du PIB. Pour leur part les dépenses d'investissement baisseraient à près de 4,8% du PIB en 2014 au lieu 5,5% en 2013.

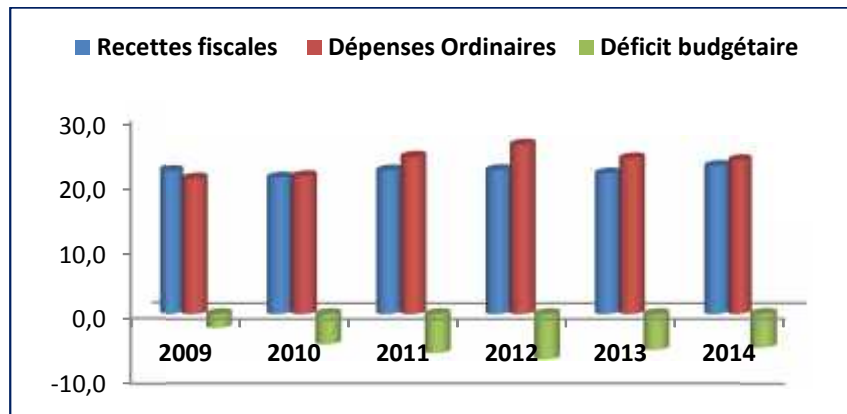
Tenant compte des évolutions des recettes et des dépenses et des réductions des dépenses budgétaires de compensation et d'investissement, associées aux efforts de rationalisation des dépenses courantes de fonctionnement et de renforcement de la collecte des recettes fiscales, les finances publiques devraient se traduire par une légère baisse du déficit budgétaire<sup>3</sup> qui passerait à 5,2% du PIB en 2014 au lieu de 5,5% en 2013. Il est à signaler que la réalisation de cet objectif, reste toutefois tributaire de l'exécution des axes des mesures et des réformes prévues dans la loi des finances 2014.

---

<sup>3</sup> Le déficit budgétaire à fin Avril 2014 a atteint 28,7 milliards de dirhams, selon le Ministère de l'Economie et des Finances.



**Graphe n°11 : Evolution des recettes et des dépenses fiscales et du déficit budgétaire**



Source de données : Ministère de l'Economie et des Finances.

Pour combler ce déficit, le taux d'endettement global du trésor, devrait passer à 66,4% du PIB en 2014 au lieu de 63,5% en 2013. Dans ces conditions, le taux d'endettement public global devrait atteindre 79,7% du PIB en 2014 au lieu de 75,5% en 2013.

### 2.3.2. La masse monétaire en 2014


Au niveau du marché monétaire, et compte tenu des prévisions retenues pour la croissance économique nationale et l'évolution du niveau général des prix, la masse monétaire devrait s'accroître de 3,9% en 2014 au lieu de 2,8% en 2013. Dans ce cadre, l'encours des créances sur l'économie devrait enregistrer une amélioration de 5,2% au lieu de 4,3% en 2014.

Dans le contexte des déficits budgétaire et extérieur, avec l'effet qu'ils exercent sur les réserves nationales en devises, la sous-liquidité continuerait à marquer le marché monétaire au détriment du financement de besoins des entreprises et des ménages.

Ainsi, le crédit bancaire<sup>4</sup> ne retrouverait pas la croissance à deux chiffres des années 2000. Il devrait progresser de 4,4% en 2014 au lieu de 3,5% en 2013 et de 14% en moyenne annuelle durant la période 2006-2012.

---

<sup>4</sup> Hausse des crédits bancaires de 4,1% durant les quatre premiers mois de l'année 2014.



Globalement, le niveau élevé du besoin de financement de l'économie, qui atteindrait 7,1% du PIB en 2014, exercerait des effets sur le stock des réserves en devises que nous estimons à 4 mois et 18 jours d'importations des biens et services à fin 2014. Et compte tenu du rôle des avoirs extérieurs nets (stock de devises) dans les contreparties de la masse monétaire, les tensions sur la liquidité continueraient de marquer le secteur bancaire cette année, exigeant la poursuite des interventions de Bank Al-Maghreb sur le marché monétaire.

### **3. Les perspectives de l'économie nationale en 2015**

Le budget économique exploratoire présente un scénario moyen de croissance pour l'économie nationale en 2015, sur la base d'un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution de l'environnement international et à la situation économique intérieure.

#### **3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions**

Elles portent, notamment, sur la campagne agricole, les finances publiques et l'environnement international :

- **La campagne agricole 2014-2015:** l'hypothèse retenue suppose une production céréalière de 70 millions de quintaux, conjuguée à la consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage. Toutefois, le secteur primaire continuerait de bénéficier des bonnes conditions d'irrigation, en raison du taux de remplissage des barrages élevé, et également des effets positifs des projets du plan « Maroc vert » et des mesures et programmes pris dans le cadre des stratégies de développement du secteur de la pêche.
- **Les finances publiques :** L'hypothèse retenue suppose la reconduction en 2015 de la politique budgétaire de 2014, notamment en matière de politique fiscale, d'investissement public et de soutien des prix à la consommation. Les dépenses budgétaires destinées aux subventions des





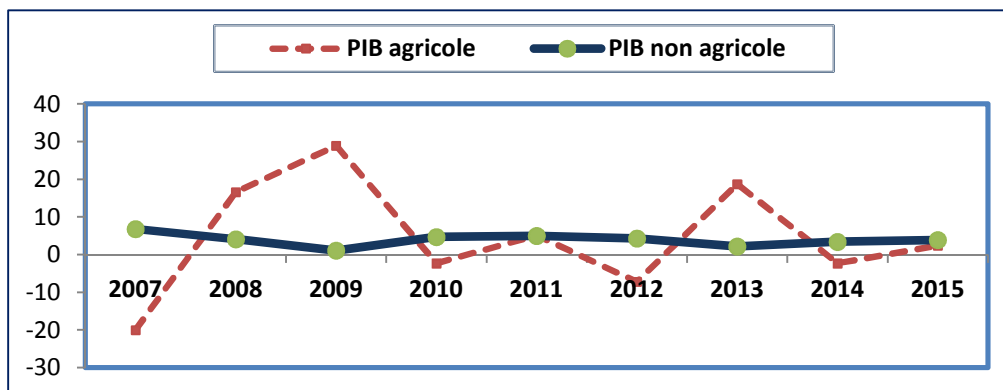
prix sont supposées se maintenir au niveau de 22 milliards de dirhams.

- **Les facteurs extérieurs :** Les principales hypothèses retenues supposent une hausse de la demande mondiale adressée au Maroc de 4,6% au lieu de 4,1% en 2014, et une tendance baissière des cours des matières premières sur les marchés internationaux. Le cours moyen du pétrole passerait de 104,17\$ en 2014 à 97,92\$/baril en 2015 et les prix des matières premières non énergétiques baisseraient de 3,9%. De son côté, la parité de la monnaie européenne, l'euro, par rapport au dollar devrait passer à 1,36 en 2015. Pour les autres indicateurs des échanges extérieurs, les hypothèses retenues supposent une hausse de 2% des transferts des marocains résidant à l'étranger, de 5% des recettes touristiques et de 10% des investissements directs étrangers (IDE).

### 3.2. La croissance sectorielle en 2015

Le produit intérieur brut s'accroîtrait, sur la base de ces hypothèses, de 3,7% au lieu de 2,5% en 2014. Cette reprise serait attribuable à un accroissement modéré des activités non agricoles de 3,9% en 2015 au lieu de 3,4% en 2014, alors les activités du secteur primaire devraient enregistrer un taux de croissance de 2,4% au lieu d'une baisse de 2,3% en 2014.

Graphe n°12 : Evolution du PIB agricole et PIB non agricole (en%)



Source : HCP



### 3.2.1. Les secteurs non agricoles

L'amélioration de la croissance des activités non agricoles s'explique par la relance confirmée des activités du secteur secondaire dont la valeur ajoutée serait en progression de 2,6% en 2015 au lieu de 2,3% pour 2014. Ce regain de croissance du secteur secondaire serait suscité par la relance prévisible du secteur minier et par la consolidation du dynamisme des industries de transformation, notamment, avec l'amélioration attendue de la demande mondiale adressée au Maroc. Aussi, le secteur tertiaire devrait renouer avec sa croissance à un rythme de 4,3% en 2015 au lieu de 3,6% en 2014.


#### ➤ L'évolution des activités du secteur secondaire

**Le secteur minier** devrait connaître une relance en 2015 après sa reprise en 2014, profitant de la nouvelle stratégie de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) qui s'articule autour de trois piliers: l'augmentation de la capacité de production, la baisse des coûts et le développement de la flexibilité industrielle afin de s'adapter à la demande.

En effet, afin de conforter sa position de leader sur le marché des phosphates et dérivés, le Maroc a mis en place d'importants projets d'investissement au niveau de l'exploitation et de la valorisation. Ainsi, il a dimensionné un modèle d'usine produisant un million de tonnes d'engrais. La fin de l'année en cours devrait enregistrer une mise en service du pipeline reliant Khouribga à JorfLasfar, avec 15 à 20 milliards de dirhams d'investissement.

Au plan commercial, le Groupe OCP détendra son marché sur les cinq continents et visera spécialement l'Afrique dont la consommation actuelle est estimée à 2 millions de tonnes d'engrais par an et devrait passer à 10 millions de tonnes à moyen terme.

De leur côté, les **activités des industries de transformation** devraient connaître une progression de leur rythme de croissance attribuable à la reprise de certaines activités exportatrices, notamment au niveau de la transformation des phosphates et de ce que l'on appelle les métiers mondiaux : l'aéronautique



et l'automobile, suite à la relance de la demande mondiale en 2015 et à l'augmentation de la capacité de production.

Ces activités profiteront aussi du Programme national d'accélération industrielle pour la période 2014-2020 qui vise la création des écosystèmes industriels, une sorte de groupement d'intérêts économiques entre industriels pour faciliter la négociation et monter en compétitivité par rapport aux concurrents. Sur le plan financier, les activités du secteur devraient bénéficier des facilités de financement de projets industriels en impliquant davantage les banques d'une part et d'autre part, à travers la création d'un fonds de développement industriel qui sera financé par le budget de l'Etat à hauteur de 3 milliards de dirhams par an.

Le **secteur de l'énergie**, pour sa part, devrait bénéficier en 2015 de la consolidation de la demande énergétique intérieure, tirée par le développement de l'industrie et de la consommation des classes moyennes. La production d'électricité dans toutes ses composantes, notamment d'origine thermique, éolienne et solaire, continuerait de contribuer largement à la valeur ajoutée de ce secteur pour couvrir 42% des besoins à l'horizon de 2020.

Par ailleurs, le Maroc qui importe une grande majorité de l'énergie électrique qu'il consomme, essentiellement les énergies fossiles, s'est tourné vers les énergies renouvelables, produites localement. A l'horizon 2020, le Royaume compte construire 5 grandes centrales solaires qui devraient permettre de couvrir 10% de la demande d'électricité du pays. Les premiers kilowatt-heures « solaires » seront injectés dans le réseau électrique du Pays à partir de 2015. Outre les centrales solaires, à fin 2014, 131 éoliens géants de 80 mètres devraient avoir garni le parc de Tarfaya (le plus grand parc d'Afrique) pour parvenir à une production de 300 MW.

De même, **l'activité de raffinage** du pétrole devrait continuer son dynamisme en 2015, suite à la hausse de la demande intérieure associée à l'augmentation des exportations, en liaison avec la relance de l'activité économique internationale. Ceci devrait stimuler le rythme de croissance de la production énergétique.

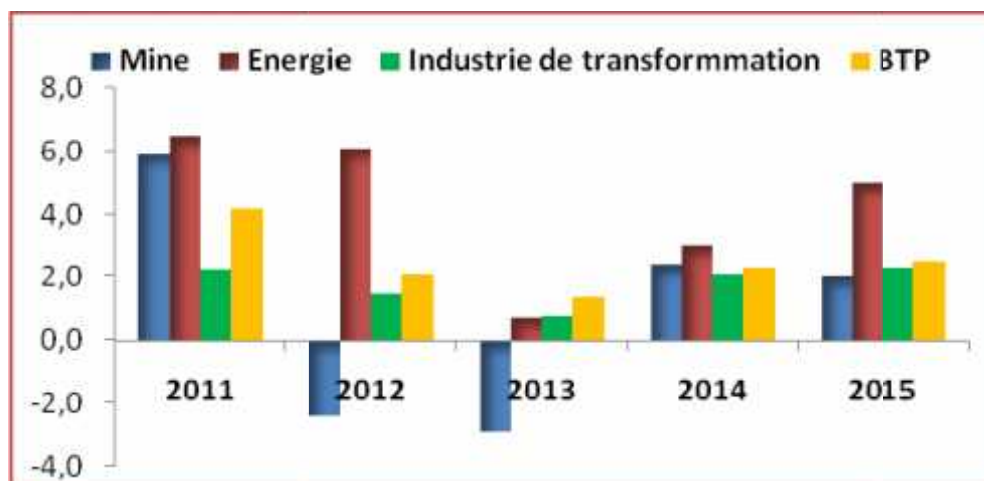
Le **secteur du bâtiment et travaux publics** devrait reprendre en 2015 son dynamisme débuté en 2014, en raison de l'importance des programmes

des opérateurs publics et privés dans l’habitat social, et dans la réalisation des grands chantiers d’infrastructures et d’aménagement urbain.

En effet, le gouvernement s’est fixé comme objectif de réduire le déficit en logement pour atteindre 400.000 unités en 2016, à travers la production de 170.000 unités par an. Dans ce cadre une convention cadre était signée en mois d’avril 2014, entre le ministère de l’habitat et de la politique de la ville et la fédération nationale des promoteurs immobiliers, qui vise la réalisation de 20.000 logement destinés à la classe moyenne à l’horizon 2016. D’autre part, le gouvernement table sur l’accélération du programme « ville sans bidonvilles et la réhabilitation des constructions menaçant ruine ». Aussi dans le cadre du développement du tissu urbain, un programme intégré du développement de la ville de Rabat (2014-2018) était lancé en mai dernier, d’un coup de 9.425 MMdh.

S’agissant des travaux publics, le lancement de nouveaux projets, en particulier, les projets des routes et autoroutes et l’extension des aéroports sont autant de facteurs qui favoriseraient la pérennisation du dynamisme de l’investissement public en 2015.

**Graphique n°13 : Croissance de la valeur ajoutée des activités du secteur secondaire en%**



Source :HCP



## ➤ L'évolution des activités du secteur tertiaire

Les activités du secteur tertiaire (services marchands et non marchands) devraient connaître un accroissement de leur rythme de croissance, de l'ordre de 4,3% après 3,6% estimé pour 2014, attribuable notamment à la progression prévue de la valeur ajoutée des services marchands de 4,6% au lieu de 3,9% en 2014. Tandis que les services non marchands devraient afficher une légère hausse de leur rythme de croissance, passant de 2,1% en 2014 à 3,1% en 2015.

En 2015, l'**activité touristique** devrait poursuivre son redressement entamé depuis 2012. En effet, et afin de renforcer la contribution du secteur au PIB, le Maroc continuera la mise en œuvre de la stratégie «vision 2020 ». Pour rappel, cette stratégie consiste principalement à doubler la capacité d'accueil en construisant 200.000 nouveaux lits additionnels, et à porter le nombre d'arrivées aux frontières à 20 millions. Elle vise également la création de 470.000 emplois directs, et l'accroissement des recettes touristiques en les portant à 140 milliards de dirhams en 2020.

Par ailleurs, l'activité touristique devrait certainement profiter de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations et aussi de l'accueil de la prestigieuse cérémonie finale de remise des trophées du prix World Travel Awards (les Oscars du monde du tourisme) en 2014, 2015 et 2016. Il s'agit du plus grand événement pour les professionnels de l'industrie touristique.

S'agissant du **secteur de transport et de logistique**, il devrait poursuivre une tendance haussière. En effet, dans le cadre de la stratégie lancée en avril 2010 pour la période 2014-2020, plusieurs conventions visant l'accélération de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de la compétitivité logistique devraient être concrétisées. Il s'agit notamment des contrats d'application relatifs à l'amélioration de la compétitivité logistique des flux de matériaux de construction, d'import-export et de distribution interne. Le secteur devrait aussi bénéficier des contrats relatifs à la mobilisation du foncier public pour le développement du réseau national des zones logistiques multiflux, et des contrats liés à l'organisation et au fonctionnement de l'Observatoire marocain de la compétitivité logistique (OMCL).



S'agissant du **secteur de télécommunications** qui est un secteur dynamique en constante évolution, il devrait continuer sa performance en 2015. En effet, le Maroc devrait aborder une nouvelle étape de développement de ce secteur en 2015 à travers l'accès aux technologies mobiles de 4<sup>ème</sup> génération (4G). C'est une nécessité technologique censée offrir aux usagers marocains l'accès au très haut débit sur le mobile et de dépasser ainsi les contraintes de capacité des réseaux 3G. Le déploiement de la 4G au Maroc devrait permettre de relancer les bénéfices du secteur de télécommunication.

Quant aux **services non marchands**, ils continueraient de progresser à un rythme modéré, sous l'effet de rationalisation des dépenses publiques de fonctionnement, après les fortes hausses de 2011 et 2012, sous l'effet des recrutements programmés.

### 3.2.2. Le secteur primaire

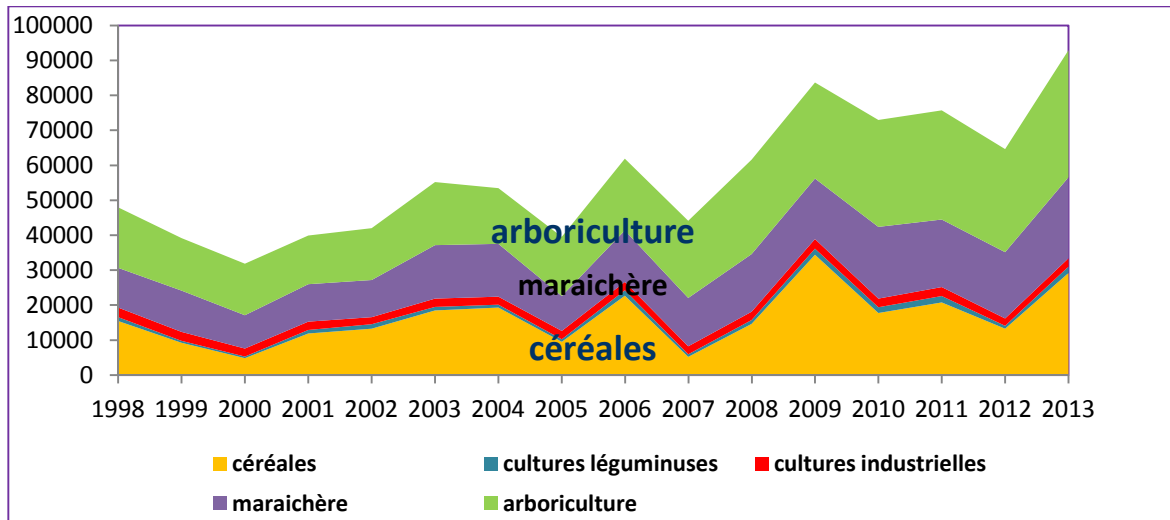
Le secteur agricole continue de récolter les fruits de la stratégie «Plan Maroc vert » qui repose sur quatre objectifs principaux, à savoir l'amélioration des revenus des agriculteurs, la garantie de la sécurité alimentaire de la population marocaine, la protection des ressources naturelles des différentes régions et l'intégration de l'agriculture marocaine au marché national et international.

En 2015, le secteur primaire devrait enregistrer une croissance de l'ordre de 2,4% au lieu de -2,3% en 2014 et ce sur la base d'une production agricole moyenne durant la campagne 2014/2015. Aussi, le secteur devrait continuer de bénéficier de l'amélioration de la production des cultures fruitières et maraîchères, tirant profit de l'importance des réserves hydriques enregistrées en 2014. Il est à rappeler que la part de la superficie cultivée occupée par ces cultures ainsi que le volume de leur production s'améliore d'une année à l'autre ; ce qui entraînerait une augmentation de leur contribution dans la croissance du secteur.



**Graphe n°14 : Evolution de la production végétale selon les différentes cultures**

(en millier de DH)



Source des données: Ministère de l'Agriculture

De son côté, le **secteur de l'élevage** consoliderait sa performance en liaison avec l'amélioration des cultures fourragères et l'importance des mesures incitatives octroyées par l'Etat en faveur de la sauvegarde du cheptel, visant à contenir la hausse des prix des aliments du bétail.

Quant au **secteur de la pêche**, il continue de bénéficier des programmes de modernisation de la pêche côtière et artisanale mis en œuvre dans les stratégies Ibhar et Halieutis. Il s'agit des stratégies de mise à niveau permettant une meilleure valorisation des produits de la pêche et une amélioration des infrastructures de ce secteur afin qu'il puisse contribuer efficacement à la croissance économique nationale.

### 3.3. L'évolution de la demande en 2015

La croissance économique continuerait d'être tirée en 2015 par la demande intérieure. Le potentiel de croissance que représente la demande extérieure tarderait encore à être valorisé par l'économie nationale.

#### 3.3.1. La demande intérieure

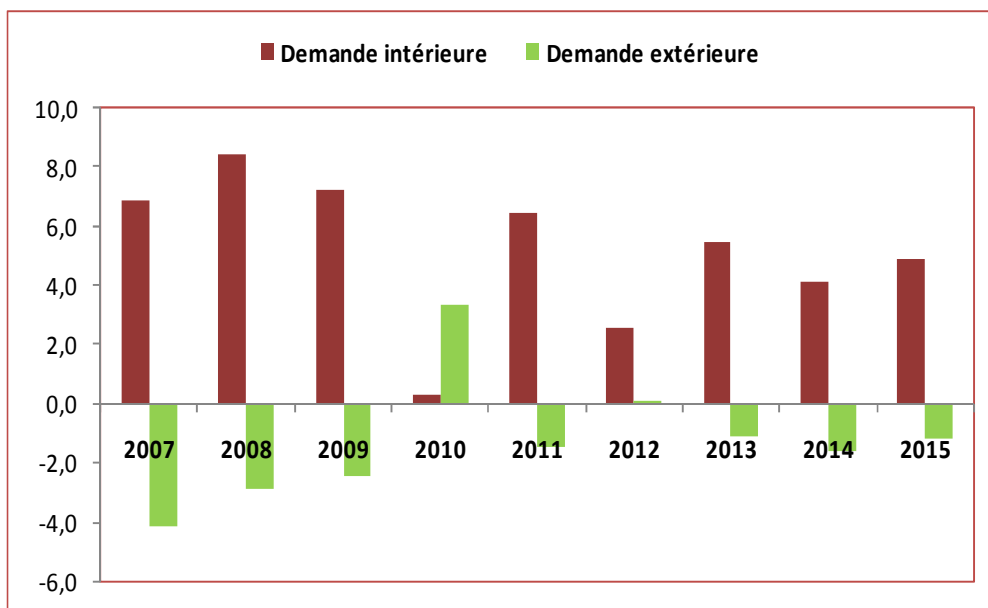
La demande intérieure devrait s'accroître de 4,3% au lieu de 3,6% en 2014, et contribuerait pour 4,9 points à la croissance économique. Les différentes composantes de la demande intérieure seraient en amélioration.



La consommation finale des ménages devrait s'accroître de 2,9% en volume, soutenue par les valorisations salariales et par la poursuite de la maîtrise de la hausse du niveau général des prix intérieurs à près de 1,7%. Sa contribution à la croissance du PIB, en légère amélioration, serait de 1,8 point au lieu de 1,6 point en 2014. La consommation des administrations publiques de son côté, traduisant la volonté des pouvoirs publics à rationaliser les dépenses budgétaires de fonctionnement, ne devrait augmenter que de 4% au lieu de 4,6% en 2014, maintenant ainsi sa contribution à la croissance du PIB autour de 0,8 point durant ces dernières années.

La formation brute du capital fixe (FBCF), soutenue par la poursuite des grands projets structurants et par la reprise progressive des activités économiques, devrait s'accroître de 2,4% et sa contribution à la croissance devrait rester aux environs de 0,7 point. En intégrant la variation des stocks, présentant une rigidité à la baisse, l'investissement brut devrait connaître une hausse de 5,1% en volume et sa contribution à la croissance serait de 2,3 point contre une contribution de 1,7 point en 2014.

**Graphes n°15 : Evolution de la contribution des demandes intérieure et extérieure à la croissance économique en%**



Source : HCP





### 3.3.2. Les échanges extérieurs

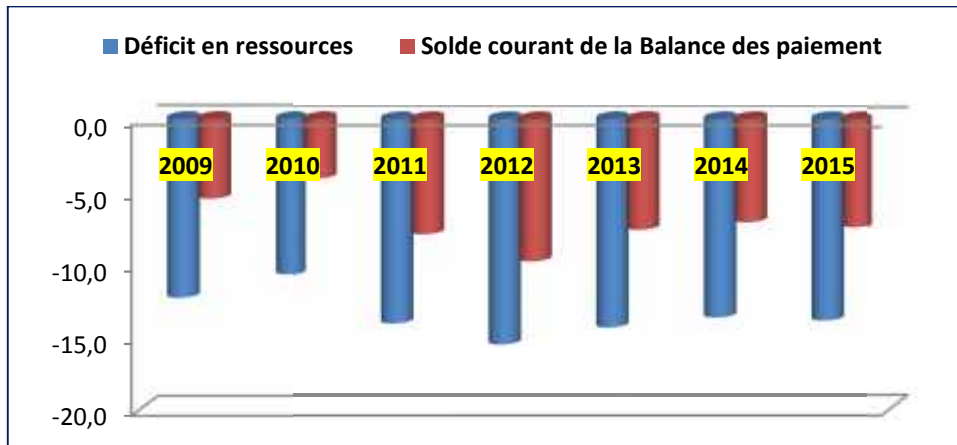
Les échanges extérieurs, qui continueraient d'être marqués par le déséquilibre structurel entre les exportations et les importations, devraient bénéficier en 2015 d'un plan national pour le développement des échanges extérieurs sur la période 2014-2016. Le commerce extérieur devrait profiter, également, des retombées positives des mesures prévues dans la loi des finances 2014, qui s'articulent autour du développement de l'offre exportable et l'accélération du rythme de réalisation des stratégies sectorielles et la mise en œuvre des mesures de simplification des procédures pour l'accès à de nouveaux marchés ainsi qu'à la mise en place de mécanismes de financement des sociétés exportatrices. Dans ces conditions, **les exportations de biens et services** devraient enregistrer en 2015 une hausse soutenue de 4,8% en volume.

S'agissant des mesures prises en faveur des **importations** des biens et services, elles reposent sur la rationalisation des importations, à travers le renforcement du contrôle douanier en particulier dans la lutte contre la sous-facturation. Ainsi, les efforts seront orientés vers la maîtrise des flux des importations dans le respect des engagements internationaux du Maroc et des pratiques internationales. La priorité sera accordée à la mise en œuvre du cadre législatif et réglementaire pour la protection des consommateurs, la poursuite du développement et l'application des normes de qualité et de sécurité, ainsi que l'activation des procédures de défense commerciale.

Dans ces conditions, les importations devraient progresser de 6% au lieu de 6,6% en 2014, en raison d'une demande intérieure rigide à la baisse et des besoins alimentaires en accroissement et ce malgré les efforts de rationalisation des besoins du pays en produits importés afin de réduire le déficit des finances extérieures. Aux prix courants, les échanges extérieurs devraient dégager un déficit en ressources en quasi-stagnation, de l'ordre de 13,8% du PIB en 2015 au lieu de 13,6 en 2014 et 14,3% en 2013.



**Graphe n°16 : Evolution du solde de la balance des paiements  
et du déficit en ressources en % du PIB**



Source des données: Office des changes

Dans ces conditions, la contribution des échanges extérieurs (demande extérieure nette), devrait continuer à rester négative, de l'ordre de -1,2 point en 2015, en léger allègement par rapport à -1,6 point en 2014.

### 3.4. Financement de l'économie

Avec un accroissement du PIB nominal de 5,5% et d'une progression de la consommation finale nationale, aux prix courants de 4,8%, le taux d'épargne intérieure devrait connaître une légère amélioration passant de 20% du PIB en 2014 à 20,5% en 2015. Les revenus nets en provenance du reste du monde devraient se situer à 5,6% du PIB. De ce fait, l'épargne nationale devrait se situer à 26,1% du PIB au lieu de 25,7% en 2014.

Avec un investissement brut aux prix courants, représentant 33,5% du PIB, le besoin de financement de l'économie devrait s'accroître légèrement pour se situer à 7,4% du PIB, après avoir été de 7,1% en 2014.

Sur la base d'une hypothèse d'accroissement du solde net des investissements directs étrangers de 10% et de préservation des stocks en devises à près de 4 mois et 15 jours d'importations, 57,3% du besoin de financement devraient être mobilisés sous forme d'emprunt public sur le marché international.



### 3.4.1. Les finances publiques en 2015

L'évolution prévue des finances publiques en 2015, se base sur une reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2014, notamment en matière de la réforme du système de compensation et du système fiscal.

Ainsi, et dans la perspective de contenir les dépenses publiques et d'améliorer le recouvrement des recettes, l'Etat devrait poursuivre son plan de rééquilibrage des finances publiques à court et à moyen termes, à travers les mesures correctives des finances publiques et la réforme de la modernisation du système de subventions des prix qui devraient se consolider par la poursuite de l'application du système de l'indexation des prix des produits pétroliers à travers l'élargissement de ce système sur d'autres produits.

Les finances publiques devraient bénéficier, également, de la réforme prévue de la loi organique. Ce projet pourrait mettre en adéquation les politiques sectorielles avec les objectifs de soutenabilité du cadre macroéconomique.

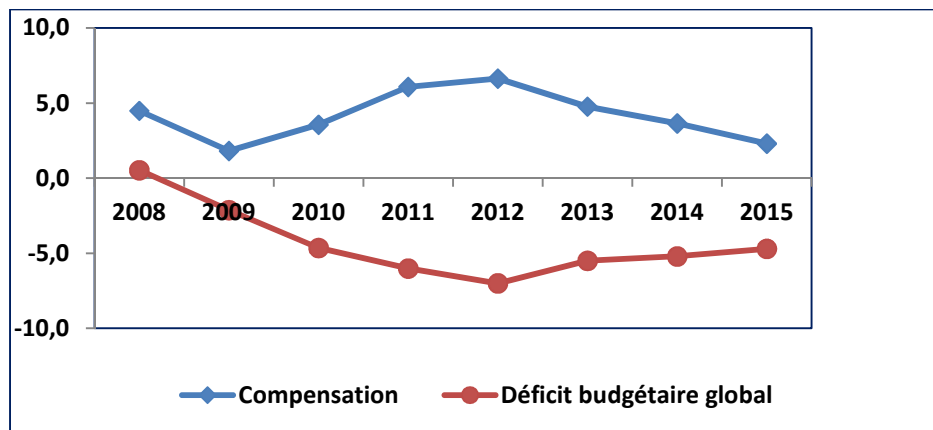
Dans ce cadre, les recettes ordinaires (non compris la TVA des collectivités locales), seraient de près de 21,9% du PIB en 2015, en raison notamment de l'amélioration de la part des recettes fiscales qui se situerait à près de 19% et la part des recettes non fiscales qui atteindrait 2,6% du PIB.

Les dépenses ordinaires quant à elles, représenteraient près de 22,4% du PIB au lieu de 23,7% en 2014. Les dépenses de compensation connaîtraient une baisse importante en 2015 en s'établissant à près de 2,3% du PIB en 2015 contre 3,6% du PIB en 2014, en liaison avec le processus de décompensation des produits énergétiques accéléré en 2014. Les dépenses courantes du service de la dette publique et de fonctionnement seraient respectivement de 2,7% et 17,4% du PIB.

Dans l'hypothèse d'un ratio des dépenses d'investissement de près de 4,7% du PIB en 2015 au lieu de 4,8% en 2014, accompagné des mesures cités précédemment, le déficit budgétaire devait de nouveau se réduire pour atteindre 4,7% du PIB en 2015 au lieu de 5,2% en 2014 et 5,5% en 2013. Cette évolution pourrait se traduire par une réduction de la part des dépenses publiques en pourcentage du PIB qui devraient diminuer de presque 1,3 points, alors que celle des recettes courantes ne baisserait que de 0,8 points.



**Graphe n°17 : Evolution des dépenses de la compensation  
et du déficit budgétaire en % du PIB**



Source des données: Ministère de l'Economie et des Finances

Sur la base d'une hypothèse d'accroissement du solde net des investissements directs étrangers de 10% et de préservation des stocks en devises à près de 4 mois et 15 jours d'importation, 57,3% du besoin de financement devrait être mobilisé sous forme d'emprunt public sur le marché international. Dans ces conditions, la dette publique globale devrait atteindre 81,4% du PIB en 2015 au lieu de 79,7% en 2014 et 75,5% en 2013.

### 3.4.2. La masse monétaire en 2015

L'année 2015 devrait connaître de nouveaux défis dans la gestion de la politique monétaire qui devrait rester prudente, concernant l'impact de la réforme des subventions sur l'inflation. Ainsi, la poursuite de la réforme de la caisse de compensation et le retour attendu de la croissance tirée par la demande, induirait certainement des pressions inflationnistes.

Les perspectives pour l'année 2015 concernant l'inflation et la liquidité de l'économie, tiennent compte des hypothèses de la relance de la demande intérieure et des nouvelles dispositions de l'élargissement de l'indexation partielle des prix sur d'autres produits, ainsi que des augmentations du SMIG.

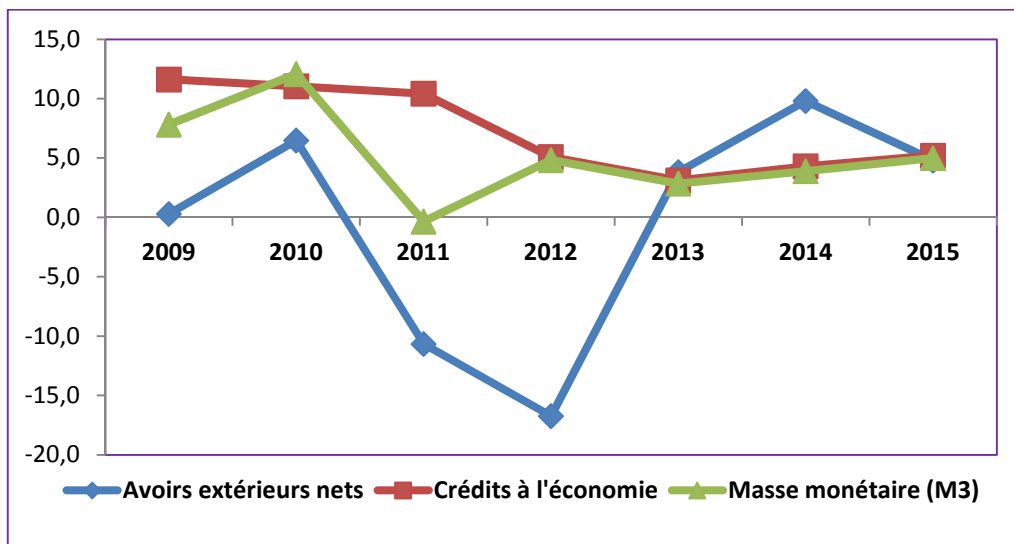
Face à cette situation, et malgré les tensions sur la liquidité, la banque centrale (Bank-AL Maghreb) continuerait d'assurer, à travers ses interventions sur



le marché monétaire, un financement approprié aux besoins des agents économiques, tout en veillant à la maîtrise de l'inflation. En effet, les prix intérieurs devraient connaître en 2015 une légère augmentation et l'inflation devrait se situer à 1,7%.

Ainsi, compte tenu des prévisions retenues pour la croissance économique nationale et l'évolution du niveau général des prix, la masse monétaire, qui mesure partiellement la liquidité de l'économie, devrait s'accroître de 5% au lieu de 3,9% en 2014. Ce résultat se traduirait par l'amélioration des différentes contreparties, notamment l'encours des créances sur l'économie devrait enregistrer une amélioration de 5,2% au lieu de 4,3% en 2014.

**Graphe n°18 : Evolution de la masse monétaire et ses contreparties en %**



Source des données: BAM

Cette évolution prévisible des créances sur l'économie s'expliquerait par la hausse prévue des crédits bancaires de 5,4% au lieu de 4,1% en 2014, en raison notamment de la reprise des comptes débiteurs et crédits de trésorerie, des crédits d'équipement et des crédits immobiliers respectivement de 4%, 3,7% et 5,7%.



## 4. Conclusions

En guise de conclusion, les points suivants ont été soulevés :

- Le Maroc a su construire les fondements du développement à long terme de son économie grâce aux efforts d'investissement consentis dans les infrastructures économiques et sociales et l'engagement dans un processus d'émergence de secteurs à forte valeur ajoutée, en particulier dans l'agriculture, l'industrie, et la valorisation du grand potentiel de ses ressources maritimes et minières.
- Les chocs extérieurs consécutifs aux effets de la crise internationale ont été le révélateur de la fragilité de son modèle de croissance où le financement d'une forte demande intérieure, sans commune mesure avec le niveau de compétitivité de son économie et de son potentiel d'épargne intérieure, dépend largement de revenus, par définition aléatoires, en provenance de l'extérieur.
- Le cycle d'étiage où se trouve l'économie nationale ne devrait pas permettre la réalisation des croissances économiques effectives fortes et libérées des aléas de la production agricole. La croissance potentielle devrait être, demain, à la mesure des réformes de structures, institutionnelles, économiques, financières et sociales que nous mettrons en œuvre aujourd'hui. Dans ce cadre, il est impératif que le capital marocain se décide plus résolument à prendre le relais du secteur public pour valoriser les infrastructures économiques installées et améliorer les exportations et l'emploi.
- Le Maroc est appelé à consolider le fort consensus national d'aujourd'hui sur la nécessité de cette politique économique de transition pour un assainissement des finances publiques, une transformation structurelle de l'économie et une réappropriation des instruments budgétaires et monétaires de la compétitivité globale de demain.



## ANNEXES STATISTIQUES



## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### Croissance économique mondiale

selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2012	2013	2014*	2015**
<b>-Monde.....</b>	<b>3,2</b>	<b>3,0</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>
<b>-Economies avancées.....</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>
<b>-USA.....</b>	<b>2,8</b>	<b>1,9</b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>
<b>-Zone Euro.....</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>
<b>-Japon.....</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>
<b>- Pays en développement.....</b>	<b>5,0</b>	<b>4,7</b>	<b>4,9</b>	<b>5,3</b>
<b>-Asie .....</b>	<b>6,7</b>	<b>6,5</b>	<b>6,7</b>	<b>6,8</b>
<b>dont la Chine.....</b>	<b>7,7</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>7,3</b>
<b>-Afrique subsaharienne.....</b>	<b>4,9</b>	<b>4,9</b>	<b>5,4</b>	<b>5,5</b>
<b>-Moyen-Orient et Afrique Nord...</b>	<b>4,2</b>	<b>2,4</b>	<b>3,2</b>	<b>4,4</b>
<b>-Amérique latine.....</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>

Source : Perspectives économiques du FMI, avril 2014

NB : (\*) Estimation, (\*\*) Prévisions





## Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2012	2013	2014*	2015**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.... ..	2,0	1,4	1,5	1,6
- Pays en développement.....	6,0	5,8	5,5	5,2
- Commerce mondial en volume...	2,8	3,0	4,3	5,3
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)- selon le FMI.....	105,0	104,07	104,17	97,92
Parité Euro/dollar.....	1,27	1,33	1,36	1,36

Source : Les perspectives mondiales du FMI, avril 2014,

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions



## ECONOMIE NATIONALE

### EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En volume selon les prix de l'année précédente (En %)

Rubriques	2012	2013*	2014*	2015**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire...	-7,2	18,7	-2,3	2,4
• Valeurs ajoutées non agricoles.....	4,3	1,8	3,1	3,7
➤ Secteur Secondaire.....	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,6</b>
➤ Secteur tertiaire.....	<b>5,9</b>	<b>2,7</b>	<b>3,6</b>	<b>4,3</b>
Valeur ajoutée totale.....	2,5	4,3	2,2	3,5
<b>Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS).....</b>	<b>5,2</b>	<b>6,0</b>	<b>5,7</b>	<b>5,7</b>
<b>PIB non agricole (VA +ITS).....</b>	<b>4,3</b>	<b>2,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,9</b>
<b>PIB en volume.....</b>	<b>2,7</b>	<b>4,4</b>	<b>2,5</b>	<b>3,7</b>
Variation du prix implicite du PIB.....	0,4	1,1	1,1	1,7

(\*) : Estimation pour 2014   (\*\*) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2015.



### Structure du PIB en volume (en % )

Secteurs	2012	2013*	2014*	2015**
Primaire	12,9	15,2	14,5	14,2
Secondaire	27,6	27,0	26,1	25,5
Tertiaire	59,5	57,8	59,5	60,2
Total	100	100	100	100

(\*) : Estimation et (\*\*) : Prévision établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2014.


## Equilibre du PIB Aux prix courants

En Millions de DH

RUBRIQUES	2012	2013*	2014*	2015**
- PIB.....	<b>827497</b>	<b>872791</b>	<b>904522</b>	<b>953854</b>
	<b>3,1</b>	<b>5,5</b>	<b>3,6</b>	<b>5,5</b>
- Consommation finale nationale	654773	689954	723927	758416
	<b>5,7</b>	<b>5,4</b>	<b>4,9</b>	<b>4,8</b>
.Ménages (résidents).....	495655	524395	550090	574844
	<b>4,8</b>	<b>5,8</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>
.Publique.....	159118	165559	173837	183572
	<b>8,7</b>	<b>4,0</b>	<b>5,0</b>	<b>5,6</b>
- FBCF.....	258859	263272	271433	286905
	<b>5,1</b>	<b>1,7</b>	<b>3,1</b>	<b>5,7</b>
- Variation des stocks.....	33006	34893	25169	32530
- Exportations B&S .....	297170	293670	308400	323605
	<b>4,1</b>	<b>-1,2</b>	<b>5,0</b>	<b>4,9</b>
- Importations B&S .....	416311	408998	424408	447602
	<b>6,5</b>	<b>-1,8</b>	<b>3,8</b>	<b>5,5</b>

NB : -Variations en % aux prix de l'année précédente. Et ratios en % du PIB courant.

- (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan, juin 2014



## Equilibre du PIB

(Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2012	2013	2014*	2015**
PIB.....	<b>2,7</b>	<b>4,4</b>	<b>2,5</b>	<b>3,7</b>
Consommation finale, dont:	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>
-Ménages résidents.....	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>
-Administrations publiques...	<b>7,9</b>	<b>3,7</b>	<b>4,6</b>	<b>4,0</b>
FBCF	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>	<b>1,9</b>	<b>2,4</b>
Exportations de biens et services	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>
Importations de biens et services	<b>1,7</b>	<b>-1,5</b>	<b>6,6</b>	<b>6,0</b>

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2014.

**CONTRIBUTION DES AGREGATS**  
**DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE**  
**(En nombre de points de la croissance)**

RUBRIQUES	2012	2013	2014*	2015**
PIB.....	2,7	4,4	2,5	3,7
Consommation Finale, dont :	3,6	2,9	2,5	2,5
-Ménages Résidents.....	2,2	2,2	1,6	1,8
-Administrations Publiques.....	1,4	0,7	0,9	0,8
FBCF.....	0,5	0,1	0,6	0,7
Variation des stocks.....	-1,5	-0,2	1,1	1,6
Commerce extérieur de biens et services	0,1	1,6	-1,6	-1,2

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2014.

## REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2012	2013	2014*	2015**
PIB.....	<b>827497</b>	<b>872791</b>	<b>904522</b>	<b>953854</b>
Revenu National Brut Disponible	<b>865990</b>	<b>921953</b>	<b>956635</b>	<b>1006976</b>
Variation en %.....	<b>2,7</b>	<b>6,5</b>	<b>3,8</b>	<b>5,3</b>
Consommation finale nationale	<b>654773</b>	<b>689954</b>	<b>723927</b>	<b>758416</b>
Epargne intérieure (en MDH )	<b>172724</b>	<b>182837</b>	<b>180595</b>	<b>195437</b>
En % du PIB.....	<b>20,9</b>	<b>20,9</b>	<b>20,0</b>	<b>20,5</b>
Epargne nationale (en MDH)	<b>211217</b>	<b>231999</b>	<b>232708</b>	<b>248560</b>
En% du PIB.....	<b>25,5</b>	<b>26,6</b>	<b>25,7</b>	<b>26,1</b>

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2014.

## COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2012	2013	2014*	2015**
Investissement brut.....	<b>35,3</b>	<b>34,2</b>	<b>32,8</b>	<b>33,5</b>
Revenus nets en provenance du reste du monde.....	<b>4,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,8</b>	<b>5,6</b>
Epargne nationale.....	<b>25,5</b>	<b>26,6</b>	<b>25,7</b>	<b>26,1</b>
Solde de financement.....	<b>-9,7</b>	<b>-7,6</b>	<b>-7,1</b>	<b>-7,4</b>

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2014.



## AUTRES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

### EN % DU PIB

RUBRIQUES	2012	2013	2014*	2015**
Déficit en Ressources	-15,4	-14,3	-13,6	-13,8
Epargne intérieure	20,9	20,9	20,0	20,5
Epargne nationale	25,5	26,6	25,7	26,1
Investissement	35,3	34,2	32,8	33,5
Solde courant de la BP	-9,7	-7,6	-7,1	-7,4
Déficit Budgétaire	-7,0	-5,5	-5,2	-4,7
Dettes Publiques	71,2	75,5	79,7	81,4
Dettes de Trésor	59,7	63,5	66,4	67,6
Réserves : En mois d'importations	4,1	4,3	4,6	4,5

- (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. juin 2014